

# Déstabilisation géopolitique mondiale

## Risques accrus de guerres et autres conflits armés

En [2003](#) un rapport commandé par le [département de la Défense des États-Unis](#)<sup>311</sup> puis en [2007](#) un rapport du [programme des Nations unies pour l'environnement](#) (UNEP) concluent que le réchauffement climatique pourrait entraîner une déstabilisation géopolitique mondiale, bouleverseraient les rapports [géopolitiques](#) entre les États, et augmenteraient les risques de guerre civile<sup>312</sup>.

Le réchauffement climatique et son influence sur les changements environnementaux, couplés à des facteurs politiques, comportementaux ou économiques, sont pris en compte dans la seconde étude<sup>313,314</sup> d'éventuelles [migrations forcées de population](#).

Le 3 juin 2009, les Nations unies ont adopté une résolution sur « Les Changements climatiques et leurs répercussions éventuelles sur la sécurité »<sup>315</sup>.

Les militaires occidentaux s'intéressent aux conséquences des changements climatiques. C'est l'un des secteurs dont le champ de vision stratégique est de trente à cinquante ans. À leurs yeux, la crise écologique et climatique aggravera les tensions et des catastrophes. Des institutions en seront fragilisées, surtout dans les pays en développement. Certains États déjà faibles ne pourront assurer la stabilité sociale et économique. Les réseaux « terroristes » pourront profiter du vide du pouvoir et du désespoir des populations pour y prospérer. L'Union européenne sera amenée à intervenir militairement dans son environnement proche (bassin méditerranéen) ou dans des zones d'intérêt stratégique telles que le [Proche et Moyen-Orient](#) ou l'Arctique<sup>316</sup>.

[Barack Obama](#) affirmait en mai 2015 : « *Le changement climatique augmente les risques d'instabilité et de conflits. Aucune nation n'est épargnée.* ». Le changement climatique fait entre 20 et 30 millions de déplacés ou réfugiés chaque année. Pour l'amiral David Titley (Conseiller sur le climat des Agences de sécurité américaines), la menace climatique pèse autant, si ce n'est plus, sur la sécurité intérieure des États-Unis que la menace terroriste. Les modifications pluviométriques et les sécheresses saisonnières au Sahel, combinées à d'autres facteurs socioéconomiques et politiques, ont poussé les peuples pastoraux à se mettre à l'agriculture ou à migrer vers le sud ou les côtes, accroissant la compétition pour l'eau et les terres arables avec les communautés de fermiers ou de pêcheurs. La guerre civile au [Darfour](#) (ouest du Soudan) ou la prolifération du mouvement terroriste [Boko Haram](#) au Nigeria ont été exacerbées par les conséquences du changement climatique sur l'accès aux ressources. De 2006 à 2011, la [Syrie](#) a connu la pire sécheresse de son histoire, attribuée au changement climatique ; 85 % du cheptel est mort et la production agricole s'est effondrée, affectant des millions d'habitants, qui ont dû quitter les campagnes pour vivre misérablement dans les villes et leurs périphéries, déstabilisant des zones déjà sous tension, d'où ont précisément débuté, en mars 2011, les premières manifestations contre le régime de [Bachar el-Assad](#)<sup>317</sup>.

D'autres comme [Bruno Tertrais](#) (politologue) pensent que la thèse d'un réchauffement source de guerres est mal démontrée : selon lui, aujourd'hui les états ne se battraient plus pour l'accès aux ressources, qu'il juge devenues en général abondantes, mais pour leur gestion ; même pour l'eau et la guerre en Syrie, par exemple, cette guerre a commencé alors que la Syrie connaissait des excédents de blé, facilement distribuables à ceux qui en aurait eu besoin : ce ne serait donc pas la rareté de la ressource qui suscite la guerre, mais la gestion d'une ressource en fait disponible<sup>318</sup>.

La question de savoir si *un monde plus chaud va générer des conflits armés* est cruciale pour l'évaluation des couts socioéconomique du dérèglement climatique. Or dans les années 2010, cette question reste controversées. En 2019, un collectif de 11 centres d'expertise de diverses spécialités (*économie, sciences politiques, géographie et sciences de l'environnement*) a été réuni 3 jours selon les principes de la

« [conférence de consensus](#) », pour tenter non pas d'y répondre définitivement, mais de quantifier l'incertitude et de mettre en évidence les zones de chevauchement<sup>319,320</sup>.

Les experts concluent des éléments dont ils disposent que des points de convergence ou signaux faibles émergent de sources de données diverses voire opposées :

- le climat a affecté les conflits armés organisés au sein des pays<sup>320</sup>.
  - le climat a déjà augmenté le risque de conflit armé, mais avec un effet jugé encore faible par rapport à d'autres facteurs tels qu'un faible développement socio-économique, les faibles capacités de l'État, des événements économiques inattendus ou la raréfaction de la nourriture et d'autres ressources naturelles<sup>320</sup>.
  - l'intensification des changements climatiques devrait accroître les risques futurs de conflits « au-delà des tendances historiques. »<sup>320</sup>
- les problèmes sociaux les plus pressants sont épineux, multidisciplinaires et posent des défis nouveaux, alors que les mécanismes de liens climat-conflit constituent encore une incertitude essentielle. L'[adaptation au changement climatique](#), la paix dans le monde, la capacité des États et des collectivités à agir et à être résilients, la solidarité et une gouvernance internationale intégrant mieux le risque climatique, la diversification économique et la résilience sont des facteurs importants. Le besoin de faciliter les migrations adaptatives et les relocalisations via une nouvelle institution a été discuté (niveau de preuve classé « limité » et degré d'accord « faible »)<sup>320</sup>

## Des conflits inter-étatiques

En août 2012, [John Kerry](#), devenu depuis lors [secrétaire d'État](#), a tenu un long discours au [Sénat](#) sur les risques de conflits liés au changement climatique. Face à des [conservateurs républicains](#) niant la réalité scientifique du réchauffement climatique, John Kerry démontrait que la diminution du débit du fleuve [Indus](#) pouvait amener le gouvernement indien à préserver ses ressources en eau par la construction de barrages. Son voisin, le [Pakistan](#) se verrait ainsi privé d'un important accès à l'eau ; John Kerry estime qu'au vu de l'état de ses forces armées traditionnelles, le Pakistan ne se risquerait pas à un conflit conventionnel pour préserver ses ressources en eau, mais opterait sans doute pour la menace nucléaire et, cas échéant, à son exécution. La perspective de guerres liées au changement climatique a également été évoquée par les agences nationales, en particulier la [CIA](#), et par le [Pentagone](#) qui, dans son rapport 2010 sur la Défense, identifie le changement climatique comme une des causes essentielles dans la possible multiplication des conflits<sup>321</sup>.

## Interactions avec la crise de 2008-2009

En 2009, l'[agence internationale de l'énergie](#) (AIE) constate<sup>322,323</sup> - en raison de la crise - une baisse de la consommation d'énergie, mais aussi une baisse des investissements en économies d'énergie (un cinquième en moins en 2009). L'AIE redoute une nouvelle hausse induite par une éventuelle reprise de l'économie. Il faudrait selon cette agence investir 10 500 milliards de dollars d'ici 2030 pour « décarboner » l'économie afin de limiter l'impact sur le climat (c'est le scénario 450 ppm de CO<sub>2</sub> à ne pas dépasser pour que le réchauffement ne dépasse pas 2 °C en 2100). Avec la poursuite du scénario tendanciel (+1,5 % par an de consommation d'énergie de 2007 à 2030, soit +40 % au total), c'est une hausse moyenne de 6 °C qui pourrait être observée à la fin du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>322</sup>.

## Réponses des États, collectivités, entreprises, citoyens face à la menace climatique



[Centrale thermique](#) et [éoliennes](#). [Peine](#), [Basse-Saxe](#), [Allemagne](#).

Articles détaillés : [Atténuation du changement climatique](#) et [Adaptation au changement climatique](#).

La réalité du risque et du phénomène fait maintenant presque consensus. L'auteur du [rapport Stern](#), [Nicholas Stern](#), en 2006, reconnaissait lui-même avoir sous-estimé l'ampleur du problème<sup>324,325</sup> : « La croissance des émissions de CO<sub>2</sub> est beaucoup plus forte que prévu, les capacités d'absorption de la Planète se réduisent et la vitesse des changements climatiques est plus rapide qu'envisagé. »

Face au problème, trois approches se complètent : lutte contre les émissions de gaz à effet de serre (mitigation), [puits de carbone](#) dont le développement massif pourrait donner lieu à une [restauration du climat](#), et [adaptation](#).

L'effort international a d'abord visé à réduire le CO<sub>2</sub> (gaz à longue durée de vie), alors qu'une action urgente sur les polluants à courte durée (dont le [méthane](#), l'[ozone troposphérique](#) et le [carbone noir](#)) pourrait mieux réduire le réchauffement de l'Arctique<sup>326</sup>. La réduction du CO<sub>2</sub> est aussi importante, mais ses effets se feront sentir à plus long terme (après 2100).

Il existe un *Observatoire Mondial de l'action climatique non-étatique* qui publie un rapport annuel, qui fait le point sur les actions par secteur, et par territoires, avec en 2018 un focus sur "*l'implication des acteurs de la finance (investissement, banque et assurance)*"<sup>327</sup>.

La [prospective](#) éclaire les gouvernements, entreprises et individus, qui, grâce à la connaissance des tendances générales, peuvent prendre des décisions politiques et stratégiques plus pertinentes pour limiter les impacts du changement climatique. Les rapports du [Giec](#) sont la principale base d'information et discussions, dont dans le cadre du [protocole de Kyoto](#) et de ses suites (*Bali*, décembre 2007, ...). L'augmentation prévue de 1,5 à 7 °C pour le siècle à venir, pourrait être moindre si des mesures environnementales sévères étaient prises ou qu'un réel compétiteur aux énergies fossiles émergeait. En dépit des succès dans le secteur des [énergies renouvelables](#), du [nucléaire](#) et surtout d'un changement de mode de vie et de consommation, la recherche n'a pas encore offert d'alternative à court terme aux carburants fossiles. [Énergie éolienne](#), [énergie hydroélectrique](#), [énergie géothermique](#), [énergie solaire](#), méthanisation, énergie [hydrolienne](#), [pile à combustible](#), [énergie nucléaire](#), [stockage géologique du dioxyde de carbone](#) sont néanmoins en rapide développement. Le gisement d'économies d'énergie — les [négawatts](#) — est encore considérable. Pour des scientifiques s'intéressant au domaine, il n'est pas possible de répondre aux objectifs de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> sans passer par un développement de l'énergie nucléaire<sup>328,329</sup>.

La société civile propose aussi des réponses, notamment *via* les campagnes et actions de [lobbying](#) des [ONG](#) et associations locales. En France, les [ONG](#) de protection de l'environnement et les [associations](#) concernées se sont regroupées au sein du [Réseau Action Climat](#) (RAC).

Le réchauffement climatique pourrait se traduire par un temps plus instable (vagues de chaleur ou de froid, [inondations](#) ou [sécheresse](#), [tempêtes](#) et [cyclones](#))<sup>330</sup>. De plus, d'après le [GIEC](#), la capacité à s'adapter naturellement de nombreux [écosystèmes](#) sera probablement dépassée, causant massivement l'[extinction des espèces](#), par la combinaison<sup>331</sup> sans précédent de :

- changements climatiques provoquant : [incendies de forêts](#), augmentation probable de l'intensité des [cyclones](#), [acidification des océans](#), déplacement des espèces, fonte des glaciers et calottes polaires, impacts économiques et géopolitiques majeurs ;

- la pression humaine amplifiée par la [surpopulation](#) : [régression et dégradation des sols](#) ([déforestation](#), [barrages](#), nouvelles cultures et [organismes génétiquement modifiés](#)), [pollution](#), [surexploitation](#) des ressources.

[https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9chauffement\\_climatique#D%C3%A9stabilisation\\_g%C3%A9opolitique\\_mondiale](https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9chauffement_climatique#D%C3%A9stabilisation_g%C3%A9opolitique_mondiale)

et en complément :

une Bibliographie

- Burke, M. B., Miguel, E., Satyanath, S., Dykema, J. A. & Lobell, D. B. Warming increases the risk of civil war in Africa. *Proc. Natl Acad. Sci. USA* 106, 20670–20674 (2009).
- Adger, W. N. et al. in *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects*. (eds Field, C. B. et al.) 755–791 (Cambridge Univ. Press, 2014).
- Buhaug, H. Climate not to blame for African civil wars. *Proc. Natl Acad. Sci. USA* 107, 16477–16482 (2010).
- Hsiang, S. M., Burke, M. & Miguel, E. Quantifying the influence of climate on human conflict. *Science* 341, 1235367 (2013).
- Buhaug, H. et al. One effect to rule them all? A comment on climate and conflict. *Clim. Change* 127, 391–397 (2014).
- Hsiang, S. M. & Meng, K. C. Reconciling disagreement over climate–conflict results in Africa. *Proc. Natl Acad. Sci. USA* 111, 2100–2103 (2014).
- O’Loughlin, J., Linke, A. M. & Witmer, F. D. W. Effects of temperature and precipitation variability on the risk of violence in sub-Saharan Africa, 1980–2012. *Proc. Natl Acad. Sci. USA* 111, 16712–16717 (2014).
- Salehyan, I. Climate change and conflict: making sense of disparate findings. *Polit. Geogr.* 43, 1–5 (2014).
- Burke, M., Hsiang, S. M. & Miguel, E. Climate and conflict. *Annu. Rev. Econ.* 7, 577–617 (2015).
- Koubi, V., Bernauer, T., Kalbhenn, A. & Spilker, G. Climate variability, economic growth, and civil conflict. *J. Peace Res.* 49, 113–127 (2012).
- Solow, A. R. A call for peace on climate and conflict. *Nature* 497, 179–180 (2013).
- Cane, M. A. et al. Temperature and violence. *Nat. Clim. Change* 4, 234–235 (2014).
- Raleigh, C., Linke, A. & O’Loughlin, J. Extreme temperatures and violence. *Nat. Clim. Change* 4, 76–77 (2014).
- Bollfrass, A. & Shaver, A. The effects of temperature on political violence: global evidence at the subnational level. *PLoS ONE* 10, e0123505 (2015).

- von Uexkull, N., Croicu, M., Fjelde, H. & Buhaug, H. Civil conflict sensitivity to growing-season drought. *Proc. Natl Acad. Sci. USA* 113, 12391–12396 (2016).
- Schleussner, C. F., Donges, J. F., Donner, R. V. & Schellnhuber, H. J. Armed-conflict risks enhanced by climate-related disasters in ethnically fractionalized countries. *Proc. Natl Acad. Sci. USA* 113, 9216–9221 (2016).
- Adams, C., Ide, T., Barnett, J. & Detges, A. Sampling bias in climate–conflict research. *Nat. Clim. Change* 8, 200–203 (2018).
- Hendrix, C. S. Searching for climate–conflict links. *Nat. Clim. Change* 8, 190–191 (2018).
- Levy, M. A. Sampling bias does not exaggerate climate–conflict claims. *Nat. Clim. Change* 8, 442 (2018).
- Don't jump to conclusions about climate change and civil conflict. *Nature* 554, 275–276 (2018).
- Gleick, P. H., Lewandowsky, S. & Kelley, C. Climate and conflict: don't oversimplify. *Nature* 555, 587 (2018).
- Hsiang, S. & Burke, M. Conclusion of conflict and climate analysis questioned. *Nature* 555, 587 (2018)
- Scheffran, J., Brzoska, M., Kominek, J., Link, P. M. & Schilling, J. Climate change and violent conflict. *Science* 336, 869–871 (2012).
- Gleditsch, N. P. & Nordås, R. Conflicting messages? The IPCC on conflict and human security. *Polit. Geogr.* 43, 82–90 (2014).
- Ide, T. & Scheffran, J. On climate, conflict and cumulation: suggestions for integrative cumulation of knowledge in the research on climate change and violent conflict. *Glob. Change Peace Secur.* 26, 263–279 (2014).
- Gemenne, F., Barnett, J., Adger, W. N. & Dabelko, G. D. Climate and security: evidence, emerging risks, and a new agenda. *Clim. Change* 123, 1–9 (2014).
- Buhaug, H. Climate–conflict research: some reflections on the way forward. *Wiley Interdiscip. Rev. Clim. Change* 6, 269–275 (2015).
- Hendrix, C. S. The streetlight effect in climate change research on Africa. *Glob. Environ. Change* 43, 137–147 (2017).
- Morgan, M. G. Use (and abuse) of expert elicitation in support of decision making for public policy. *Proc. Natl Acad. Sci. USA* 111, 7176–7184 (2014).
- Morgan, M. G. & Keith, D. W. Subjective judgments by climate experts. *Environ. Sci. Technol.* 29, 468A–476A (1995).
- Moss, R. H. & Schneider, S. H. in *Guidance Papers on the Cross Cutting Issues of the Third Assessment Report of the IPCC* (eds Pachauri, R. et al.) 33–51 (IPCC, 2000).
- Yohe, G. & Oppenheimer, M. Evaluation, characterization, and communication of uncertainty by the Intergovernmental Panel on Climate Change: an introductory essay. *Clim. Change* 108, 629–639 (2011).
- Pettersson, T. & Eck, K. Organized violence, 1989–2017. *J. Peace Res.* 55, 535–547 (2018).

- Mach, K. J., Mastrandrea, M. D., Bilir, T. E. & Field, C. B. Understanding and responding to danger from climate change: the role of key risks in the IPCC AR5. *Clim. Change* 136, 427–444 (2016).
- Mach, K. J., Mastrandrea, M. D., Freeman, P. T. & Field, C. B. Unleashing expert judgment in assessment. *Glob. Environ. Change* 44, 1–14 (2017).
- Hegre, H. & Sambanis, N. Sensitivity analysis of empirical results on civil war onset. *J. Conflict Resolut.* 50, 508–535 (2006).
- Mach, K. J. & Field, C. B. Toward the next generation of assessment. *Annu. Rev. Environ. Resour.* 42, 569–597 (2017).
- Ostrom, E. *Governing the Commons* (Cambridge Univ. Press, 1990).
- Homer-Dixon, T. F. *Environment, Scarcity, and Violence* (Princeton Univ. Press, 1999).
- Busby, J. W., Smith, T. G. & Krishnan, N. Climate security vulnerability in Africa mapping 3.0. *Polit. Geogr.* 43, 51–67 (2014).
- Bowlsby, D., Chenoweth, E., Hendrix, C. S. & Moyer, J. The future is a moving target: predicting political instability. *Br. J. Polit. Sci.* <https://doi.org/10.1017/S0007123418000443> (2019).
- Mach, K. J. et al. Climate as a risk factor for armed conflict data sets. <https://purl.stanford.edu/sy632nx6578> (Stanford Digital Repository, 2019).
- Straus, S. G., Parker, A. M., Bruce, J. B. & Dembosky, J. W. The group matters: a review of the effects of group interaction on processes and outcomes in analytic teams. Working Paper No. WR-580-USG [https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/working\\_papers/2009/RAND\\_WR580.pdf](https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/working_papers/2009/RAND_WR580.pdf) (RAND, 2009).

Participants à la conférence de consensus :

1. Department of Earth System Science, Stanford University, Stanford, CA, USA :  
Katharine J. Mach & Marshall Burke
2. Stanford Woods Institute for the Environment, Stanford University, Stanford, CA, USA :  
Caroline M. Kraan & Christopher B. Field
3. Geography, College of Life and Environmental Sciences, University of Exeter, Exeter, UK  
W. Neil Adger
4. Peace Research Institute Oslo, Oslo, Norway :  
Halvard Buhaug & Nina von Uexkull
5. Department of Sociology and Political Science, Norwegian University of Science and Technology, Trondheim, Norway :  
Halvard Buhaug
6. National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, USA :  
Marshall Burke
7. Department of Political Science, Stanford University, Stanford, CA, USA :  
James D. Fearon & Kenneth A. Schultz
8. Korbel School of International Studies, University of Denver, Denver, CO, USA :  
Cullen S. Hendrix
9. Peterson Institute for International Economics, Washington, DC, USA :  
Cullen S. Hendrix
10. Institute of Development Policy (IOB), University of Antwerp, Antwerp, Belgium :  
Jean-Francois Maystadt

11. Department of Economics, Lancaster University, Lancaster, UK :  
Jean-Francois Maystadt
12. Institute of Behavioral Science and Department of Geography, University of Colorado Boulder,  
Boulder, CO, USA :  
John O'Loughlin
13. Department of Government, William & Mary, Williamsburg, VA, USA :  
Philip Roessler
14. Research Group Climate Change and Security (CLISEC), Institute of Geography, University of  
Hamburg, Hamburg, Germany :  
Jürgen Scheffran
15. Department of Peace and Conflict Research, Uppsala University, Uppsala, Sweden :  
Nina von Uexkull